

8 mars 2026

# Vaincre le capitalisme, défaire le patriarcat !

Le capitalisme a hérité de l'oppression de genre et l'adapte. En particulier, il bénéficie du travail de reproduction des producteurs et d'entretien de la force de travail, accompli gratuitement par les femmes exploitées. À cause des reculs de la fin du 20<sup>e</sup> siècle (démantèlement des conquêtes sociales antérieures, restauration du capitalisme en Russie et en Chine, politique des réformistes des pays dominants et des nationalistes des pays dominés...), les grandes puissances impérialistes (États-Unis, Chine, Allemagne, Russie, Japon, France, Grande-Bretagne...) poursuivent la destruction de l'environnement et préparent un repartage du monde, une nouvelle guerre mondiale. Les conséquences sont déjà palpables pour les travailleuses des villes et des campagnes.

D'abord, la priorité est aux dépenses d'armement, au détriment de la protection sanitaire mondiale et des dépenses sociales dans chaque État.

*4,5 millions de filles, dont beaucoup ont moins de cinq ans, risquent de subir des mutilations génitales féminines en 2026. Le*

*recul du financement entrave déjà les démarches entreprises pour prévenir les mutilations génitales féminines et soutenir les survivantes. (FNUAP, UNICEF, ONU-Femmes, OMS, UNESCO, 4 février 2026)*

Ensuite, le rôle reproducteur des femmes est privilégié par les États bourgeois puisqu'elles doivent engendrer la chair à canon, les futurs conscrits. D'où le regain des politiques natalistes, qui visent à décourager le travail salarié des femmes, ainsi que des politiques xénophobes contre l'immigration. Celles-ci rendent plus vulnérables aux viols les femmes et les filles sur les trajets devenus de plus en plus dangereux. Si elles parviennent à leur destination, elles deviennent souvent des travailleuses doublement discriminées. La situation des domestiques étrangères confine à l'esclavage dans les monarchies absolues et salafistes du golfe Arabo-persique, alliées des puissances impérialistes occidentales.

Enfin, le militarisme s'accompagne invariablement d'un regain de virilisme. Au 21<sup>e</sup> siècle, les féminicides restent un fléau mondial. Les clergés obscurantistes, les mouvements fascistes, les nouveaux partis bourgeois bâtis sur la xénophobie et le racisme et même des partis bourgeois traditionnels convergent pour diviser les travailleurs, annuler les droits gagnés par les femmes et resserrer le joug patriarcal.

À Gaza, les femmes et les enfants ont été les premières victimes des bombardements et de la famine infligés par Israël avec l'appui des États impérialistes occidentaux.

Israël emploie les mêmes méthodes d'épuration ethnique en Cisjordanie. Plusieurs dizaines de Palestiniennes, emprisonnées et maltraitées dans les prisons israéliennes, servent toujours d'otages.

Pour combattre  
l'oppression  
des femmes



2024

Israël et la Syrie négocient les 5 et 6 janvier à Paris, sous l'égide de la Turquie et des États-Unis. Le lendemain de l'accord, le gouvernement clérical HTC (issu d'Al-Qaida) attaque les quartiers kurdes d'Alep, puis s'empare des provinces de Rakka et de Deir ez-Zor au nord-est. L'égalité juridique entre hommes et femmes du Rojava proclamée par le PKK-PYD disparaît avec l'Administration autonome du nord et du nord-est de la Syrie. Même si le parti nationaliste bourgeois kurde était bien incapable d'appliquer ce programme car il défendait la famille traditionnelle et pactisait avec les chefs des tribus arabes, les femmes kurdes sont sous la menace, comme Kurdes et comme femmes. L'armée officielle et d'autres bandes islamistes, qui laissent Israël oc-

cuper une partie de la Syrie, ont massacré, en mars 2025, des centaines d'Alaouites des deux sexes et enlevé plusieurs dizaines de femmes (qui sont donc vouées à des viols à répétition). Des bandes sunnites s'en sont prises aux Druzes en mai, avec de nouveaux des enlèvements de femmes. Avec la bénédiction des États-Unis et de la Turquie, le gouvernement non élu de Al-Charaa s'emploie à instaurer la charia.

Même dans les pays capitalistes dominants, dont la classe bourgeoise exploite au-delà de sa propre classe ouvrière et avait souvent fait des concessions aux travailleuses, les conquêtes antérieures ne semblent plus garanties.

Le Japon a pour la première fois une première ministre, mais elle est xénophobe et militariste. Les femmes travaillant à temps plein n'y gagnent en moyenne que 60 % du salaire de leurs collègues masculins.

Aux États-Unis, le gouvernement Trump proscriit les termes « féminisme », « LGBT », « pollution », « racisme », « égalité »... dans les administrations fédérales. Les personnes transgenres sont visées. Sous la pression des Églises chrétiennes, près de la moitié des États interdisent l'avortement.

En Chine, il est impossible pour les femmes travailleuses de dénoncer les discriminations ou les violences conjugales. Désormais, le régime totalitaire de Xi freine le droit à la contraception et à l'avortement :

depuis le 1<sup>er</sup> janvier, il applique une taxe de 13 % sur les préservatifs et sur la pilule contraceptive.

Partout dans le monde, sans épargner les femmes de la bourgeoisie, l'oppression frappe au maximum celles du prolétariat, les travailleuses du secteur informel des villes et les paysannes pauvres. Alors que les femmes de la classe dominante sont déchargées des contraintes du travail et peuvent jouir de loisirs, les femmes des classes dominées subissent une double contrainte : travailler, comme les hommes exploités, pour les exploiters ; assurer l'essentiel des tâches ménagères, des soins des enfants et des vieux.

Le président misogyne des États-Unis a comploté avec une aile du régime « bolivarien » pour enlever le président Maduro pour le remplacer par une femme, Rodriguez, mais les travailleuses du Venezuela n'y ont rien gagné. Si les amis d'Epstein étaient tous riches et puissants, les jeunes filles, souvent mineures, qu'il leur livrait étaient toujours d'origine populaire. Le parti fascisant français RN, qui a eu le plus de voix aux dernières législatives, est dirigé par une femme, Le Pen, mais il veut légaliser les bordels, c'est-à-dire officialiser le proxénétisme. L'émancipation des femmes ne peut pas être menée par les représentantes politiques de la bourgeoisie (Meloni en Italie, Takaichi au Japon, Sheinbaum au Mexique, Frederiksen au Danemark, O'Neill en Irlande du Nord, Rodriguez au Venezuela...).

De l'autodéfense et de la solidarité contre la police anti-immigrés aux États-Unis aux manifestations des peuples d'Iran contre le régime bourgeois théocratique, les femmes travailleuses et les étudiantes sont de toutes les luttes. Si les ouvrières, les employées, les domestiques, les paysannes travailleuses, les étudiantes... ne veulent pas servir de marchepied aux exploiteuses et à leurs représentantes politiques, elles doivent constituer des organisations indépendantes des classes exploiteuses qui entretiennent le patriarcat, de leurs États et de leur ONU, de leurs partis et des associations féminines aux mains de partis bourgeois (PD aux États-Unis, PJ en Argentine, Congrès en Inde...).

Les bases pour extirper les racines de l'oppression des femmes existent : d'une part, le développement des sciences et des techniques permet de maîtriser la natalité et d'automatiser une partie des tâches domestiques ; d'autre part, l'extension du capitalisme engendre la classe ouvrière qui a intérêt à renverser l'ordre ancien et à créer une société débarrassée de la pénurie et de toute oppression. Il faut mener une révolution sociale dont la classe ouvrière sera la force motrice. Cette tâche historique nécessite la mobilisation des femmes travailleuses sous la forme d'organisations spécifiques (comme les clubs féminins et l'Union des femmes de la Commune de Paris en 1871, l'Internationale socialiste des femmes qui a lancé en 1907 la journée internationale des travailleuses du 8 mars, le Jenotdel de l'URSS créé en 1919 par les femmes du Parti bolchevik dissout par Staline en 1930) et, simultanément, au sein du mouvement ouvrier et populaire dans son en-

semble : assemblées, syndicats, parti révolutionnaire, conseils.

*En marchant main dans la main avec le parti ouvrier, les travailleuses sont prêtes à partager toutes les peines et tous les sacrifices du combat, mais elles sont aussi fermement décidées à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent.* (Clara Zetkin, 19 juillet 1889)

Égalité juridique totale des femmes dans tous les pays. Séparation complète de la religion et de l'État. suppression de tout financement public des clergés.

Garantie de l'emploi et congé maternité pour les femmes enceintes. Pensions de retraites permettant à toutes les travailleuses de vivre décemment, y compris celles ayant travaillé pour leurs maris (paysans, commerçants, etc.) ou ayant été exclues du salariat pour accoucher et élever des enfants.

Logement décent et accessible pour toutes les travailleuses, en particulier pour les femmes fuyant la violence conjugale ou élevant seules des enfants. Services publics gratuits et de qualité, permettant d'assurer les trajets domicile-travail, la garde des enfants, les soins aux malades et aux personnes dépendantes.

Élimination immédiate de toute religion dans les écoles. Système scolaire unique, public, laïc, gratuit et mixte. Éducation sexuelle scientifique basée sur le consentement des partenaires, la liberté sexuelle et l'amour, quelle que soit leur orientation.

Interdiction de toute mutilation génitale. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par le système de santé publique. Prise en compte et traitement médical adéquat des pathologies et maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.

Interdiction et pénalisation du proxénétisme. Autodéfense des femmes contre la violence sexiste. Système judiciaire démocratique et non sexiste dans lequel les juges sont élus et révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs.

Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les réfugiées et les réfugiés, les jeunes en formation de franchir librement et en toute sécurité les frontières étatiques.

Dissolution des armées permanentes, armement des travailleurs sous le contrôle des organisations ouvrières, indépendamment du sexe.

Gouvernement des travailleuses et des travailleurs dans chaque pays, premier pas vers le communisme mondial sans classe, sans exploitation, sans oppression, dans lequel les femmes et les hommes noueront des relations égalitaires et enrichies.

8 mars 2026

Collectif révolution permanente  
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

